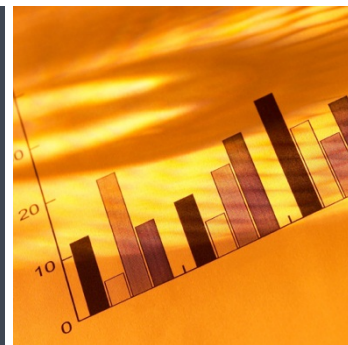


Prévention du crime

État de préparation et mobilisation communautaires



2017-H02-CP

www.securitepublique.gc.ca

BÂTIR UN CANADA SÉCURITAIRE ET RÉSILIENT

HISTORIQUE

Aux États-Unis et au Canada, les collectivités sont de plus en plus nombreuses à adopter, depuis le milieu des années 90, des stratégies de mobilisation et d'évaluation de l'état de préparation communautaires afin de résoudre les enjeux sociaux, de prévenir la criminalité et d'améliorer la cohésion entre les citoyens. Ces stratégies proactives et adaptables permettent à la collectivité et à ses membres de cerner les enjeux criminels, sociaux ou même liés à la santé qui les touchent, et de concevoir un plan pour régler ces problèmes de façon générale¹. Elles permettent aussi à des populations uniques, notamment les collectivités autochtones, d'adapter les interventions à leurs besoins particuliers, par exemple l'apprentissage culturel et traditionnel².

Sécurité publique Canada assure un leadership national en prévention du crime par l'acquisition et la diffusion de connaissances pratiques sur les programmes et les pratiques rentables qui agissent sur les facteurs de risque et de protection connus. Le résumé de recherche suivant fournit des lignes directrices qui viennent compléter le rôle fédéral en matière de diffusion des connaissances. En renforçant l'état de préparation et la mobilisation communautaires, on renforce les efforts de prévention du crime. De plus, l'évaluation de l'état de préparation communautaire et la mobilisation des partenaires sont des étapes cruciales à la phase préalable à la mise en œuvre³. Si cette phase est bien planifiée et définie, la probabilité est grande que le programme sera bien déployé et aura les effets positifs escomptés sur les participants⁴.

ÉTAT DE PRÉPARATION COMMUNAUTAIRE

Qu'est-ce que c'est?

L'état de préparation communautaire peut être défini comme la mesure dans laquelle une collectivité est disposée et préparée à agir pour résoudre un enjeu⁵. Autrement dit, l'état de préparation communautaire est une détermination de la mesure dans laquelle une collectivité est préparée à gérer un enjeu qui la concerne, et de la façon dont elle peut provoquer des changements positifs⁶. Le niveau de préparation d'une collectivité est mesuré à l'aide d'outils exhaustifs d'évaluation de l'état de préparation communautaire, puis classé dans l'une des neuf étapes de la préparation (annexe A), d'où on peut puiser des stratégies particulières pour accroître l'état de préparation et travailler à produire un changement dans la collectivité.

À qui l'évaluation de l'état de préparation communautaire peut-elle profiter?

L'évaluation de l'état de préparation communautaire peut profiter à toute collectivité aux prises avec des difficultés. Elle permet de comprendre les besoins particuliers et l'état de préparation d'une collectivité, ce qui ouvre la voie à l'intervention sur l'enjeu particulier qui touche la collectivité⁷. L'intervention peut ainsi être adaptée à n'importe quel enjeu dans n'importe quelle collectivité, et le changement positif peut être évalué à un rythme approprié.



Comment évaluer l'état de préparation communautaire?

L'état de préparation communautaire est évalué au moyen d'outils exhaustifs, c'est-à-dire des instruments d'enquête qui servent à mesurer la conscience d'un enjeu dans une collectivité afin de déterminer son niveau de préparation. Plusieurs outils différents et interprétations sont accessibles en ligne à ceux qui cherchent à entraîner des changements dans leur collectivité (annexe B). Les étapes générales à suivre pour évaluer l'état de préparation communautaire (c'est-à-dire les étapes universelles qui s'appliquent à la plupart des modèles d'évaluation de l'état de préparation communautaire) sont les suivantes⁸ :

1. On demande aux principaux intervenants de nommer et de définir la collectivité (emplacement géographique, organisation, groupe ethnique ou professionnel, etc.) et l'enjeu particulier (comme l'abus de substances ou le suicide).
2. Des entrevues approfondies avec les répondants ont lieu dans la collectivité. Ces entrevues servent à recueillir de l'information auprès d'un vaste éventail de personnes (leaders, professionnels et résidents de la collectivité) qui possèdent une connaissance directe de l'enjeu.
3. Les transcriptions des entrevues sont ensuite analysées et cotées, ce qui permet de déterminer le niveau de préparation de la collectivité⁹.
4. Enfin, les représentants de la collectivité élaborent des stratégies ou des plans d'action¹⁰ qui les aideront à atteindre un niveau de préparation supérieur (voir l'annexe A pour des stratégies visant à accroître l'état de préparation).

Qui devrait participer à l'évaluation de l'état de préparation communautaire?

Les évaluations de l'état de préparation communautaire peuvent être effectuées par toute personne qui s'intéresse à la collectivité ou au changement social. Certains groupes possèdent toutefois une connaissance directe de l'enjeu, ou encore les ressources et la capacité requises pour susciter le changement, ce qui peut augmenter les chances de succès. Voici des exemples de ces groupes :

- décideurs et planificateurs;
- activistes communautaires;
- organismes de santé et de services à la personne;
- coalitions¹¹.

Qui devrait être interrogé dans le cadre de l'évaluation de l'état de préparation communautaire?

La population interrogée devrait dépendre de l'enjeu particulier qui touche la collectivité. Par exemple, si l'enjeu social est la violence dans les fréquentations chez les adolescents, les adolescents devraient faire partie des principaux groupes consultés. Voici des exemples de groupes qui pourraient être consultés aux fins d'une évaluation :

- écoles/universités;
- administration municipale;
- organismes d'application de la loi;
- professionnels de la santé et professions médicales;
- services sociaux;
- membres de la collectivité en général¹².

Pourquoi est-il important de déterminer l'état de préparation communautaire?

- Cette évaluation est rentable en ce sens qu'elle exploite les ressources et les partenariats disponibles pour mener à bien le processus.
- Étant donné l'importance accordée à la propriété communautaire, les évaluations de l'état de préparation communautaire aident à s'assurer que les stratégies sont fondées sur les besoins de la collectivité, appropriées sur le plan culturel et durables.

- Le processus peut être convivial, bon marché et mis en œuvre sans expertise professionnelle¹³.

Quand l'état de préparation communautaire devrait-il être mesuré?

Bien que la simplicité et le faible coût des évaluations de l'état de préparation communautaire leur permettent d'être effectuées en tout temps, il y a des situations où une évaluation peut être particulièrement utile, par exemple dans les cas suivants :

- il faut planifier en vue de gérer un enjeu émergent;
- des initiatives de changement social sont en cours;
- les efforts de planification font appel à la participation de la collectivité;
- plusieurs groupes ou collectivités sont touchés¹⁴.

Il est important que le moment d'évaluer l'état de préparation communautaire et de provoquer des changements positifs vienne de l'intérieur de la collectivité. Le fait d'imposer des solutions de l'extérieur n'aura pas l'impact durable que peuvent avoir la production de changements positifs et l'évaluation de l'état de préparation depuis l'intérieur de la collectivité. Cette dernière approche permet de s'assurer de l'appui de la collectivité, d'une meilleure compréhension de l'enjeu en question et d'une intervention adaptée aux besoins de la collectivité. Par conséquent, si un soutien extérieur est parfois nécessaire, le meilleur moment pour déterminer l'état de préparation communautaire est lorsque la collectivité elle-même est préparée pour le changement.

MOBILISATION COMMUNAUTAIRE

Qu'est-ce que c'est?

La mobilisation communautaire peut se faire une fois que les collectivités sont prêtes à résoudre un enjeu particulier. Il s'agit d'un processus de renforcement des capacités où des individus, des groupes et des organisations se rassemblent pour répondre à des préoccupations particulières dans une collectivité donnée; ces préoccupations peuvent être associées notamment à la santé et à la sécurité, à la prévention du crime ou au développement communautaire¹⁵. La mobilisation communautaire souligne l'importance des interventions fondées sur l'habilitation pour renforcer les normes et les ressources de la collectivité en matière de résolution de problèmes. Les processus de mobilisation sont plus susceptibles de réussir s'ils prennent appui sur des renseignements complets au sujet de la collectivité, notamment en ce qui concerne :

- les enjeux, les problèmes et les préoccupations de la collectivité;
- les forces et les atouts formels et informels de la collectivité;
- les antécédents de la collectivité pour ce qui est de résoudre les enjeux;
- la dynamique du pouvoir au sein de la collectivité;
- la connaissance et l'utilisation, par la collectivité, de ressources et de réseaux extérieurs¹⁶.

La mobilisation communautaire peut suivre un de deux modèles : une approche descendante de la satisfaction des besoins appliquée par des organisations externes, ou une approche de l'habilitation communautaire visant à transformer la collectivité de l'intérieur. Les sections suivantes couvriront le modèle d'habilitation communautaire.

À qui la mobilisation communautaire peut-elle profiter?

Comme l'état de préparation communautaire, la mobilisation communautaire peut profiter à toute collectivité aux prises avec une difficulté, et ce, grâce à son potentiel de résolution de problèmes. Les programmes et les solutions axés sur la collectivité qui découlent du processus de mobilisation tiennent compte des préoccupations des membres de la collectivité et des organisations connexes, ce qui permet de veiller à ce que la meilleure approche soit empruntée pour résoudre le problème de la collectivité¹⁷.

Quand la mobilisation communautaire devrait-elle débuter?

La mobilisation communautaire peut débuter lorsque la collectivité est prête à résoudre un enjeu particulier. Le processus de mobilisation commence habituellement par la détermination et l'évaluation de l'enjeu ciblé, après quoi les priorités relatives aux initiatives de développement sont établies conformément à un plan d'action. Le processus devrait suivre une évaluation de l'état de préparation.

Comment s'y prendre pour mobiliser la collectivité?

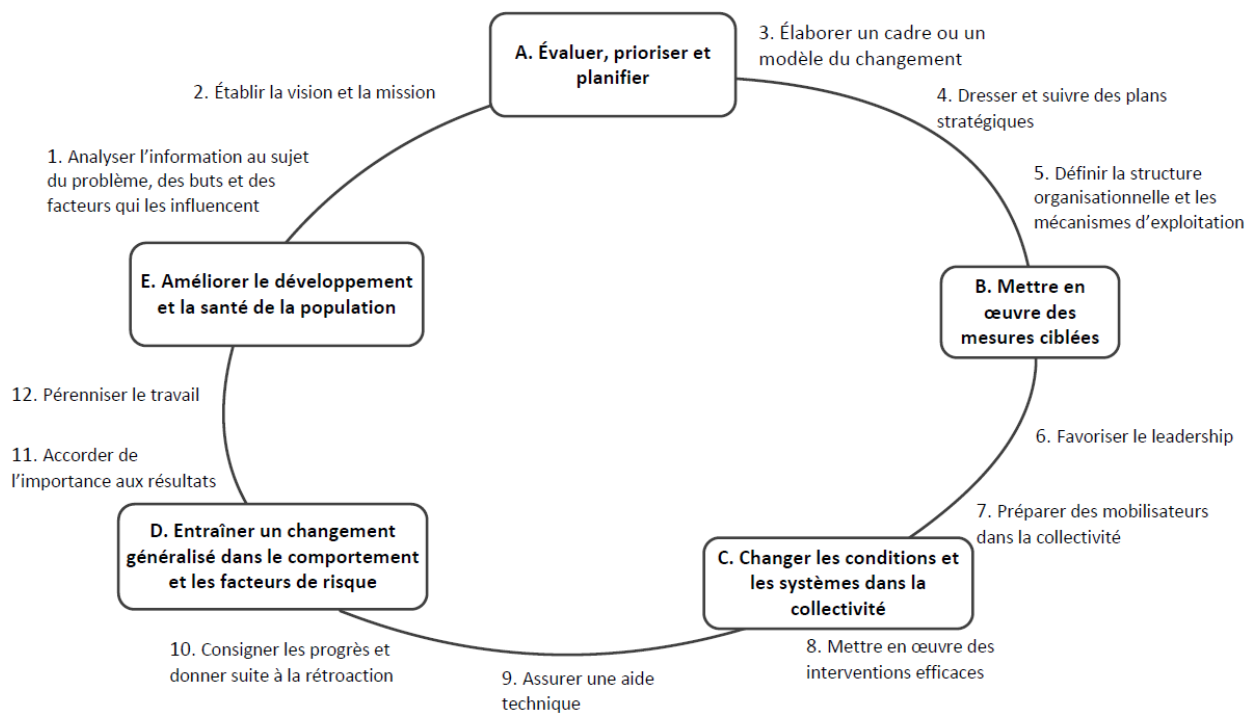
Comme les collectivités ne sont pas homogènes, il est impossible de normaliser les efforts de mobilisation. Il convient plutôt de les adapter en fonction du contexte particulier, de la motivation et du niveau de préparation de chaque collectivité¹⁸. Ceci dit, la recherche a permis de relever des caractéristiques communes à un grand nombre d'efforts de mobilisation :

- Les collectivités devraient établir des partenariats de collaboration¹⁹ dans plusieurs secteurs avant d'appliquer des pratiques de mobilisation.
- Les décisions ou les clarifications concernant les rôles des partenaires et des leaders devraient être officialisées dans une entente écrite.
- Un certain niveau de capacité²⁰ est également nécessaire pour une mobilisation communautaire efficace.
- Les membres de la collectivité doivent s'assurer d'instaurer des mesures du rendement, comme des enquêtes communautaires et des analyses coûts-avantages, pour déterminer l'efficacité de leurs pratiques de mobilisation.
- Les collectivités doivent s'assurer que l'attribution des ressources est adaptée à leurs circonstances particulières.
- Les collectivités doivent aussi tenir compte des objectifs à court et à long terme et susciter des attentes réalistes avant d'entamer les efforts de mobilisation²¹.

Les cinq étapes du cadre de mobilisation communautaire

Le processus fondamental de la mobilisation communautaire est divisé en plusieurs étapes et illustré dans le cadre de mobilisation communautaire²². Selon Watson-Thompson et al. (2008), ce cadre comporte cinq étapes :

(A) Évaluer, prioriser et planifier; (B) Mettre en œuvre des mesures ciblées; (C) Changer les conditions et les systèmes dans la collectivité; (D) Entraîner un changement dans le comportement et les facteurs de risque; et (E) Améliorer le développement et la santé de la population.



(Tiré de Watson-Thompson et al., 2008)

- **(A) Évaluer, prioriser et planifier** – À cette étape, des représentants des secteurs public et privé se rassemblent pour partager ressources et responsabilités en vue de répondre aux préoccupations de la collectivité. Cette étape englobe le concept de l'état de préparation communautaire et couvre les activités 1 à 5 de l'illustration ci-dessus.
- **(B) Mettre en œuvre des mesures ciblées** – Le développement du leadership est un processus crucial à cette étape, car il dote les partenaires et les intervenants communautaires de la capacité individuelle et collective de se mobiliser à des fins de changement et d'amélioration. Des mobilisateurs communautaires sont recrutés pour assurer un soutien à la mise en œuvre systématique du plan stratégique, de même qu'à la facilitation du changement communautaire. Cette étape couvre les activités 6 et 7.
- **(C) Changer les conditions et les systèmes dans la collectivité** – Cette étape exige habituellement la réalisation d'interventions efficaces qui sont adaptées aux contextes, aux conditions et aux besoins particuliers de la collectivité. C'est pourquoi il est nécessaire que les membres de la collectivité fournissent une aide technique et d'autres ressources. Les progrès doivent être consignés, et une rétroaction doit être donnée à toutes les personnes concernées. Cette étape couvre les activités 8 à 10.
- **(D) Entraîner un changement dans le comportement et les facteurs de risque** – Les efforts de changement sont axés sur les résultats; ils visent à réduire les effets négatifs et à favoriser le développement positif. Toutefois, pour améliorer les effets sur la population, il faut provoquer un changement généralisé dans les pensées et les comportements de nombreux acteurs. Il est aussi essentiel de pérenniser le travail dans le but d'assurer la viabilité continue des efforts de mobilisation communautaire, et ce, en exploitant les ressources humaines, financières, organisationnelles et communautaires permanentes. Cette étape couvre les activités 11 et 12.
- **(E) Améliorer la santé et le développement de la population** – Les efforts de mobilisation communautaire favorisent le mieux le développement sain lorsqu'une formation et des possibilités

particulières sont accessibles, surtout aux jeunes. La formation des jeunes et d'autres leaders pour qu'ils deviennent des mobilisateurs dans la collectivité contribue également à entraîner un changement positif.

Qui devrait prendre part à la mobilisation communautaire?

La mobilisation communautaire est un effort commun qui se concentre surtout sur le recours à l'expertise locale. Elle commence avec les leaders de la collectivité (membres préoccupés de la collectivité, organisations investies, etc.), qui contribuent à faciliter le processus de renforcement des capacités et à promouvoir l'expertise et la participation de la collectivité. Au nombre des intervenants importants dans le processus décisionnel de la mobilisation communautaire, on peut retrouver les administrations locales, la police, des entreprises et des membres de la collectivité, notamment les jeunes²³.

Pourquoi recourir à la mobilisation communautaire pour entraîner le changement?

- Elle permet la participation de bénévoles, de membres de la collectivité et d'organisations communautaires qui n'auraient peut-être pas normalement une voix dans le changement.
- Elle permet à la collectivité de trouver des solutions locales aux problèmes locaux; l'approche de mobilisation peut être adaptée à la culture et satisfaire aux besoins particuliers de la collectivité.
- La mobilisation communautaire surpasse l'intervention; elle suscite de l'intérieur des changements qui dureront longtemps après la mise en œuvre de projets externes.
- La propriété communautaire du problème permet d'élargir la base de soutien.
- Elle favorise des relations solides entre les administrations locales, les entreprises et les membres de la collectivité²⁴.

ÉTAT DE PRÉPARATION ET MOBILISATION DANS LES COLLECTIVITÉS AUTOCHTONES

Sécurité publique Canada et la mobilisation communautaire

En 2009, l'Unité des politiques correctionnelles autochtones de Sécurité publique Canada a tenu les rencontres Semaganis dans six provinces et territoires du Canada. Ces rencontres avaient pour objet d'établir un dialogue entre des Premières Nations (Ojibwé, Mi'kmaq, Déné, Pieds-Noirs et Kwakwaka'wakw) et des groupes autochtones urbains au sujet des pratiques de mobilisation communautaire (Sécurité publique Canada, 2009).

Il est ressorti de ces rencontres des thèmes communs quant à la façon dont il faudrait approcher et mettre en œuvre la mobilisation dans les collectivités autochtones. Durant ces discussions, on a reconnu que les processus de mobilisation peuvent être culturellement appropriés, et qu'ils sont plus significatifs pour la collectivité s'ils se fondent sur les principes de la propriété, du contrôle, de l'accès et de la possession des Premières Nations. Ces principes permettent aux collectivités autochtones de contrôler les renseignements recueillis auprès de leurs membres et de décider de la façon dont ces renseignements finissent par être utilisés pour les aider à se mobiliser²⁵.

Voici d'autres conclusions ayant découlé des rencontres :

- Pour être efficaces, les pratiques de mobilisation doivent émaner d'une initiative locale qui fait intervenir l'expertise locale et qui rallie les membres de la collectivité.
- Les aînés devraient travailler en collaboration avec les jeunes afin qu'ils se sentent investis dans leur collectivité.
- Ceux qui mettent en œuvre des pratiques de mobilisation communautaire devraient posséder certaines compétences afin de répondre aux besoins des collectivités autochtones, notamment la connaissance des traditions culturelles, la capacité de parler la langue de la culture et la capacité de motiver les autres par la communication efficace.

L'Initiative en matière de planification de la sécurité des collectivités autochtones

L'Initiative en matière de planification de la sécurité des collectivités autochtones (IPSCA) a été créée en 2010 dans le cadre des mesures concrètes prises par le gouvernement canadien pour remédier au nombre inquiétant de femmes autochtones assassinées ou portées disparues. Cette initiative a pour but d'aider les collectivités à cerner les risques et les enjeux sociaux qui les touchent (état de préparation communautaire) et à dresser des plans de sécurité communautaire (PSC) pratiques pour s'attaquer aux risques et aux enjeux sociaux cernés (mobilisation communautaire). Le processus de l'IPSCA est fortement axé sur la collectivité, puisque des facilitateurs de Sécurité publique ayant reçu une formation travaillent en collaboration avec des membres clés de la collectivité pour élaborer un PSC, en accordant une grande attention au leadership, à la propriété, à l'identité communautaire et à la vision stratégique²⁶.

Résultats

À ce jour, dans le cadre de l'IPSCA, 25 PSC ont été achevés dans des collectivités autochtones partout au Canada, et dix autres sont prévus. Parmi les collectivités dont le PSC a été évalué, un grand nombre (11) ont avancé considérablement leur processus de mobilisation et de planification de la sécurité, six ont affiché des progrès positifs mais limités dans leur processus de mobilisation, et huit se sont montrées peu engagées envers la planification de la sécurité et la mobilisation. Les résultats des évaluations laissent entrevoir des résultats améliorés, notamment en ce qui concerne la conscience des enjeux communautaires et la motivation d'y remédier au sein de la collectivité²⁷. Toutefois, des obstacles à l'engagement ont aussi été relevés dans les résultats. Parmi ces obstacles, on retrouve la pérennisation, un manque de clarté initiale quant aux objectifs de l'initiative et un manque d'appui de la part des administrateurs²⁸.

Exemple de programme

Le projet *Peepeekisis*, qui s'attaquait à l'enjeu de la violence conjugale, est un exemple d'approche de la mobilisation communautaire qui a donné des résultats positifs. Le projet comprenait un programme de formation de 52 semaines pour les aînés de la collectivité, lequel mettait l'accent sur les relations saines, les dépendances et la maîtrise de la colère. La composante « groupe de soutien » du projet prévoyait des rencontres régulières et réunissait des couples de divers groupes d'âge et situations, notamment des personnes actuellement en liberté conditionnelle. Le projet était perçu par les intervenants comme une grande réussite s'étendant bien au-delà de la portée initiale; du point de vue de la mise en œuvre, le projet demeure un modèle sur lequel baser des programmes à l'avenir²⁹.

CONCLUSION

Lorsqu'il s'agit de résoudre les enjeux sociaux touchant les populations à risque, les stratégies de mobilisation et d'évaluation de l'état de préparation communautaires ont toujours connu du succès en théorie et dans la pratique. Cependant, il ne suffit pas de simplement comprendre les différents modèles de mobilisation et d'évaluation de l'état de préparation, de même que leurs forces et leurs limites respectives; il est aussi essentiel de reconnaître l'importance de la collectivité, non seulement comme le théâtre de l'intervention, mais aussi comme un joueur actif dans le processus de guérison. Comme l'ont démontré les évaluations des PSC, le degré d'investissement communautaire dans l'initiative de développement a été relevé comme un indicateur de réussite clé³⁰. Par ailleurs, des stratégies de mobilisation et d'évaluation de l'état de préparation communautaires ont été mises en œuvre avec succès dans différents pays³¹ et disciplines³², ce qui renforce la connaissance de la façon dont les pratiques de mobilisation et d'évaluation de l'état de préparation peuvent aider les collectivités à remédier aux enjeux qui émergent et qui persistent.

ANNEXE A

Le tableau suivant représente les neuf étapes de la préparation communautaire, et renferme des stratégies qui peuvent être employées pour accroître le niveau de préparation dans les collectivités. Si ces étapes peuvent servir à évaluer l'état de préparation d'une collectivité à l'égard de n'importe quel enjeu social, c'est l'exemple de l'abus de substances qui est illustré ci-dessous.

Les neuf étapes de la préparation ³³		
Étape	Brève description	Stratégies pour accroître l'état de préparation ³⁴
1. Tolérance de la collectivité / aucune connaissance	L'abus de substances n'est généralement pas reconnu comme un problème par la collectivité ou ses leaders. L'attitude « C'est comme ça » est courante. Les normes communautaires peuvent encourager ou tolérer ce comportement dans un contexte social. L'abus de substances peut être attribué à certains groupes définis en fonction de leur âge, de leur sexe, de leur race ou de leur classe.	<ul style="list-style-type: none"> • Discussions individuelles et en petits groupes avec les leaders de la collectivité, afin de cerner les attrait perçus de l'abus de substances et la façon dont cet abus est renforcé par les normes sociales. • Discussions individuelles et en petits groupes avec les leaders de la collectivité sur les coûts psychologiques, sociaux et liés à la santé de l'abus de substances, afin de changer les perceptions chez les personnes les plus susceptibles de faire partie du groupe qui entame le développement de programmes.
2. Dénî	Il y a peu, voire aucune, reconnaissance du fait que l'abus de substances est un problème dans la collectivité. Les attitudes suivantes peuvent être adoptées : « Ce n'est pas mon problème » ou « Nous n'y pouvons rien ».	<ul style="list-style-type: none"> • Programmes de sensibilisation pour les leaders de la collectivité et les groupes qui souhaitent parrainer des programmes locaux mettant l'accent sur les coûts psychologiques, sociaux et liés à la santé de l'abus de substances. • Utilisation d'incidents locaux dans les discussions individuelles et les programmes de sensibilisation afin d'illustrer les conséquences néfastes de l'abus de substances.
3. Conscience vague	Certains membres de la collectivité sentent qu'il y a un problème et qu'on devrait tenter d'y remédier, mais la motivation n'y est pas. La connaissance du problème est limitée. Soit il n'existe aucun leadership apparent, soit le leadership n'est pas encouragé.	<ul style="list-style-type: none"> • Programmes de sensibilisation sur les taux de prévalence de l'abus de substances (à l'échelle nationale et locale). • Campagnes dans les médias locaux qui soulignent les conséquences de l'abus de substances.
4. Préplanification	De nombreux membres de la collectivité reconnaissent clairement qu'il y a un problème	<ul style="list-style-type: none"> • Programmes de sensibilisation pour les leaders de la collectivité et les groupes de parrainage qui communiquent les taux de prévalence de

	<p>local et qu'il faut tenter d'y remédier. Il y a des renseignements généraux au sujet des problèmes locaux et quelques discussions. Il peut y avoir des leaders et un comité pour s'attaquer au problème, mais aucune véritable planification ni aucune idée claire de la façon de progresser.</p>	<p>même que les corrélats ou les causes de l'abus de substances.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Programmes de sensibilisation qui introduisent le concept de la prévention et qui illustrent des programmes de prévention précis adoptés par des collectivités ayant un profil semblable. • Campagnes dans les médias locaux qui soulignent les conséquences de l'abus de substances et les moyens de réduire la demande de substances illicites grâce à des programmes de prévention.
5. Préparation	<p>La collectivité a commencé à planifier et se concentre sur les détails pratiques. Il y a des renseignements généraux au sujet des problèmes locaux ainsi que des avantages et des inconvénients des programmes de prévention, mais il manque des données. Le leadership est actif et énergique. Des décisions sont prises et des ressources (temps, argent, personnes, etc.) sont cherchées et allouées.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Programmes de sensibilisation ouverts au grand public sur des types précis de programmes de prévention, leurs objectifs et la façon de les mettre en œuvre. • Programmes de sensibilisation pour les leaders de la collectivité et les groupes de parrainage locaux sur les programmes de prévention, leurs objectifs, leurs exigences en personnel et d'autres aspects de leur démarrage. • Campagne dans les médias locaux qui décrit les avantages des programmes de prévention pour réduire les conséquences de l'abus de substances.
6. Lancement	<p>Des données sont collectées pour justifier un programme de prévention. À cette étape, les décisions peuvent encore se fonder sur des généralités plutôt que sur les nouvelles données recueillies. Cette étape marque habituellement le début de la prise de mesures et de la formation du personnel.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Formation éducative en cours d'emploi pour le personnel du programme (rémunéré et bénévole) sur les conséquences, les corrélats et les causes de l'abus de substances, ainsi que la nature du problème dans la collectivité locale. • Efforts de publicité associés au lancement du programme. • Rencontre spéciale avec les leaders de la collectivité et les groupes de parrainage locaux pour fournir une mise à jour sur les activités initiales du programme et en faire l'examen.
7. Institutionnalisation et stabilisation	<p>Plusieurs efforts planifiés sont en cours et appuyés par les décisionnaires de la collectivité. Les programmes et les activités sont considérés comme stables. Le personnel se compose</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Programmes éducatifs en cours d'emploi sur le processus d'évaluation, les nouvelles tendances relatives à l'abus de substances et les nouvelles initiatives dans les programmes de prévention. • Rencontres d'examen périodiques et activités de

	d'intervenants chevronnés qui ont reçu une formation. La prise de mesures est appuyée par la majeure partie de la collectivité, mais pas par tous. L'évaluation peut être limitée, même si certaines données sont recueillies régulièrement.	reconnaissance spéciales pour les promoteurs locaux du programme de prévention. <ul style="list-style-type: none"> • Efforts publicitaires locaux associés aux rencontres d'examen et aux activités de reconnaissance.
8. Confirmation et expansion	Des efforts sont déployés et des activités menées, et les membres de la collectivité y participent. Les programmes ont été évalués et modifiés au besoin. Les leaders appuient l'expansion du financement et de la portée du programme. Des données sont collectées régulièrement et servent à guider le programme.	<ul style="list-style-type: none"> • Programmes éducatifs en cours d'emploi sur le processus d'évaluation, les nouvelles tendances relatives à l'abus de substances et les nouvelles initiatives dans les programmes de prévention. • Rencontres d'examen périodiques et activités de reconnaissance spéciales pour les promoteurs locaux du programme de prévention. • Présentation des résultats de la recherche et de l'évaluation au public.
9. Professionnalisation	La collectivité possède une connaissance détaillée et sophistiquée de la prévalence ainsi que des facteurs de risque et de protection. Des efforts primaires, secondaires et tertiaires sont déployés auprès de diverses populations. Le personnel se compose d'intervenants chevronnés qui ont reçu une formation. Des évaluations efficaces ont lieu régulièrement et servent à modifier les activités. La participation communautaire est forte.	<ul style="list-style-type: none"> • Formation en cours d'emploi continue du personnel. • Évaluation continue des nouveaux problèmes liés aux drogues et réévaluation des groupes ciblés dans la collectivité. • Évaluation continue des efforts du programme. • Mise à jour continue sur les activités et les résultats du programme auprès de la collectivité en général.

ANNEXE B

Le tableau suivant contient des exemples d'outils et de modèles permettant d'évaluer l'état de préparation communautaire. La liste n'est pas exhaustive, mais représente les principaux outils utilisés en Amérique du Nord et leurs principales composantes.

Modèles d'évaluation de l'état de préparation communautaire ³⁵				
Outil	Dimensions abordées	Auprès de qui les données sont-elles collectées?	Éléments clés	Considérations
<p><i>Assessing Community Readiness & Implementing Risk Reduction Strategies – Manual (Évaluer l'état de préparation communautaire et mettre en œuvre des stratégies de réduction des risques – Manuel)</i></p> <p>Source : Le Réseau canadien autochtone du sida</p> <p>Pour plus de détails : http://caan.ca/assessing-community-readiness/harm-reduction-implementation-guide/</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Efforts communautaires • Connaissance communautaire des efforts • Leadership • Climat communautaire • Connaissance communautaire de l'enjeu • Ressources relatives à l'enjeu 	<ul style="list-style-type: none"> • De quatre à six personnes dans la collectivité qui ont un lien avec l'enjeu 	<ul style="list-style-type: none"> • 22 questions • Formation sur la mise en œuvre disponible 	<ul style="list-style-type: none"> • Basé sur le <i>Community Readiness Model</i> du Tri-Ethnic Center. • Contient des directives détaillées sur la préparation d'une enquête, la réalisation d'entrevues, la cotation et l'utilisation des résultats pour établir un plan d'action visant à accroître l'état de préparation.

Modèles d'évaluation de l'état de préparation communautaire³⁵

Outil	Dimensions abordées	Auprès de qui les données sont-elles collectées?	Éléments clés	Considérations
<p><i>Community Key Leader Survey</i> (Enquête auprès des leaders clés de la collectivité)</p> <p>Source : Goodman et Wandersman</p> <p>Pour plus de détails : http://www.drugs.indiana.edu/spf/page.php?category=Assessment</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Conscience • Préoccupation • Prise de mesures à tous les niveaux de la collectivité 	<ul style="list-style-type: none"> • Leaders clés 	<ul style="list-style-type: none"> • 47 questions • Questions concentrées sur l'organisation des leaders • Nombre de répondants flexible • Aucune formation disponible sur la mise en œuvre 	<ul style="list-style-type: none"> • Comme les leaders clés sont la seule source, l'outil pourrait ne pas brosser un tableau exact de l'état de préparation communautaire en général. • Un guide d'interprétation supplémentaire renferme des directives permettant de comprendre les constatations ainsi que des stratégies pour accroître l'état de préparation.
<p><i>Community Prevention Readiness Index</i> (Répertoire de l'état de préparation communautaire à la prévention)</p> <p>Source : Community Partner Institute</p> <p>Pour plus de détails : http://www.drugs.indiana.edu/spf/page.php?category=Assessment</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Clarté conceptuelle • Élaboration de politiques • Planification stratégique • Réseautage • Évaluation • Collaboration à l'échelle étatique/locale • Assistance technique • Engagement de financement • Modèles de programmes • Données • Leadership • Soutien éducatif 	<ul style="list-style-type: none"> • Individus dans la collectivité • Coalitions • Leaders • Organisations 	<ul style="list-style-type: none"> • 12 questions clés (il est possible d'en ajouter d'autres) • Nombre de répondants flexible • Aucune formation disponible sur la mise en œuvre 	<ul style="list-style-type: none"> • Des questions peuvent être ajoutées pour enrichir des dimensions particulières. • Renferme des directives sur la cotation, l'interprétation et la façon d'accroître l'état de préparation dans toutes les dimensions.

Modèles d'évaluation de l'état de préparation communautaire³⁵

Outil	Dimensions abordées	Auprès de qui les données sont-elles collectées?	Éléments clés	Considérations
<p>Community Readiness Model (Modèle de l'état de préparation communautaire)</p> <p>Source : Tri-Ethnic Center</p> <p>Pour plus de détails : http://www.triethniccenter.colostate.edu/communityReadiness_home.htm</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Connaissance communautaire des efforts de prévention • Leadership • Climat communautaire • Connaissance communautaire de l'enjeu • Ressources pour la prévention 	<ul style="list-style-type: none"> • De quatre à six personnes qui représentent différents segments de la collectivité et qui ont un lien avec l'enjeu ou le problème prioritaire 	<ul style="list-style-type: none"> • 35 questions clés • Formation sur la mise en œuvre disponible • Temps requis : de 20 minutes à 1 heure (pour réaliser l'entrevue) 	<ul style="list-style-type: none"> • Exige que la collectivité choisisse un enjeu particulier (sur lequel les questions sont basées). • Renferme des directives détaillées sur la préparation d'une enquête, la réalisation d'entrevues, la cotation et l'utilisation des résultats pour établir un plan d'action visant à accroître l'état de préparation.
<p>Community Readiness Survey (Enquête sur l'état de préparation communautaire)</p> <p>Source : Minnesota Institute of Public Health</p> <p>Pour plus de détails : Beebe, T. J., Harrison, P. A., Sharma, A. et Hedger, S. (2001). The Community Readiness Survey: Development and initial validation. <i>Evaluation Review</i>, 25, 55-71.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Perception de l'abus de substances comme un problème dans la collectivité • Permissivité des attitudes à l'égard de l'abus de substances • Soutien aux politiques sur l'abus de substances et aux efforts de prévention • Accès des adolescents à l'alcool et au tabac • Perception d'un engagement de la collectivité à déployer des efforts de prévention 	<ul style="list-style-type: none"> • Échantillon aléatoire de 600 adultes dans la collectivité 	<ul style="list-style-type: none"> • 52 questions 	<ul style="list-style-type: none"> • Censé être mis en œuvre à l'échelle communautaire; la mise en œuvre à plus grande échelle doit remplir certains critères prescrits. • L'enquête n'existe plus, mais des éléments de l'enquête sont inclus dans l'article cité.

RÉFÉRENCES

- Advocates for Youth. (2008). *Strategies Guided by Best Practice for Community Mobilization*. Repéré à <http://www.advocatesforyouth.org/publications/publications-a-z/2398-strategies-guided-by-best-practice-for-community-mobilization>.
- Calliou, B. et Wesley-Esquimaux, C. (2014). Wise practices approach to indigenous community development in Canada. Dans C. J. Voyager, L. Brearly et B. Calliou (dir.), *Restoring indigenous leadership: Wise practices in community development* (p. 31-60). Alberta, Canada : Banff Centre Press.
- Community Tool Box. (2016). *Community Readiness. Other Models for Promoting Community Health and Development*. Chapitre 2, section 9. Repéré le 28 février 2017 à <http://ctb.ku.edu/en/table-of-contents/overview/models-for-community-health-and-development/community-readiness/main>.
- Condition féminine Canada. (2016). *Exemples de projets – Plan d'action pour contrer la violence familiale et les crimes violents à l'endroit des femmes et des filles autochtones*. Repéré à <http://www.swc-cfc.gc.ca/fun-fin/ap-pa/proj-fr.html>.
- Département de la Santé de la Floride. (s.d.). *Community Mobilization*. Repéré le 1^{er} mars 2017 à <https://www.myctb.org/wst/floridacommunityprevention/mobilization/default.aspx>.
- Feathers, P. (s.d.). *Comparison of Community Readiness Assessment Tools*. Southwest Center for Applied Prevention Technologies. Repéré à <http://www.drugs.indiana.edu/spf/docs/Comparison%20of%20Community%20Readiness%20Assessment%20Tools.pdf>.
- Fixsen, D., Naoom, S., Blase, K., Friedman, R. et Wallace, F. (2005). *Implementation Research: A Synthesis of the Literature*. Tampa, FL : Université du Sud de la Floride, Louis de la Parte Florida Mental Health Institute, National Implementation Research Network.
- Fletcher, F., Hibbert, A., Robertson, F. et Asselin, J. (2013). Needs and readiness assessments: Tools for promoting community-university engagement with Aboriginal communities. *Gateways: International Journal of Community Research and Engagement*, 6(1), 131-149.
- Green, G. P. (2010). Community assets: Building the capacity for development. Dans G. P. Green et A. Goetting (dir.), *Mobilizing communities: Asset building as a community development strategy* (p. 1-13). Philadelphie, PA : Temple University Press.
- Hastings, R. et Jamieson, W. (2002). *Community Mobilization and Crime Prevention*. Rapport au Centre national de prévention du crime, ministère de la Justice du Canada.
- Jamieson, W. (2008). Factors related to successful mobilization of communities for crime prevention. *IPC Review*, 2, 11-33.
- Jumper-Thurman, P., Plested, B. A., Edwards, R. W., Foley, R. et Burnside, M. (2003). Community readiness: The journey to community healing. *Journal of Psychoactive Drugs*, 35(1), 27-31.
- Jumper-Thurman, P. et Plested, B. A. (2000). Community readiness: A model for healing in a rural Alaskan community. *The Family Psychologist* (été), 8-9.

- Kretzmann, J. P. et Mcknight, J. L. (1993). *Building communities from the inside out*. Chicago, IL : ACTA Publications.
- Le Centre de gouvernance de l'information des Premières Nations (CGIPN). (2017). *Les principes PCAP des Premières Nations*. Repéré à <http://fnigc.ca/fr/pcap.html>.
- Plested, B. A., Jumper-Thurman, P. et Edwards, R. W. (2014). *Community Readiness Manual on Suicide Prevention in Native Communities*. Repéré à http://www.samhsa.gov/sites/default/files/tribal_tta_center_2.3.b_commreadinessmanual_final_3.6.14.pdf.
- Réseau canadien autochtone du sida. (2016). *Assessing Community Readiness & Implementing Risk Reduction Strategies: Manual*. Repéré à <http://caan.ca/wp-content/uploads/2012/05/CR-manual-eng.pdf>.
- Sanchez-Way, R. et Johnson, S. (2000). *Cultural practices in American Indian prevention programs*. Repéré à https://www.ncjrs.gov/html/ojjdp/jjn1_2000_12/cult.html.
- Sécurité publique Canada. (2016). *Aboriginal Community Safety Planning & Collaborative Implementation*. (Présentation inédite.)
- Sécurité publique Canada. (2014). *2013-2014 Evaluation of the Aboriginal Community Safety Development Contribution Program: Final Report*.
- Sécurité publique Canada. (2009). *Dialogue sur la mobilisation communautaire avec les collectivités autochtones*. Unité des politiques correctionnelles autochtones. Repéré à <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/rsrscs/pblctns/cmmnt-mblstn/index-fr.aspx>.
- Substance Abuse and Mental Health Services Administration's Center for the Application of Prevention Technologies. (2016). *Tools to Assess Community Readiness to Prevent Substance Misuse*. Repéré à <https://www.samhsa.gov/capt/sites/default/files/resources/community-readiness-tools.pdf>.
- Transforming Communities. (1999). *Benefits and Challenges of Community Mobilization for Domestic Violence Programs. Learning and Training Institute Manual*.
- Tri-Ethnic Center for Prevention Research. (2014). *Community Readiness for Community Change: The Tri-Ethnic Center Community Readiness Handbook* (2^e éd.). Université de l'État du Colorado. Repéré à http://triethniccenter.colostate.edu/docs/CR_Handbook_8-3-15.pdf.
- Watson-Thompson, J., Fawcett, S. B. et Schultz, J. A. (2008). A framework for community mobilization to promote healthy youth development. *American Journal of Preventive Medicine*, 34(3), 72-80.
- Wesley-Esquimaux, C. et Calliou, B. (2010). *Best Practices in Aboriginal Community Development: A Literature Review and Wise Practices Approach*. The Banff Centre. Repéré à http://fnbc.info/sites/default/files/resource-files/best_practices_in_aboriginal_community_development.pdf.
-

Pour obtenir davantage de renseignements sur la recherche effectuée au Secteur de la sécurité communautaire et de la réduction du crime de Sécurité publique Canada, ou pour être inscrit à notre liste de distribution, veuillez communiquer avec :

Division de la recherche
Sécurité publique Canada
340, avenue Laurier Ouest
Ottawa (Ontario) K1A 0P8
PS.CSCCBResearch-RechercheSSCRC.SP@canada.ca

Les résumés de recherche sont produits pour le Secteur de la sécurité communautaire et de la réduction du crime, Sécurité publique Canada. Les opinions exprimées dans le présent résumé sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles de Sécurité publique Canada.

ISSN : 2560-7731

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, 2017

Le présent document peut être reproduit à des fins non commerciales, sans autorisation, à condition que la source soit citée.

-
- ¹ Kretzmann et Mcknight, 1993; Plested et al., 2014; Tri-Ethnic Center for Prevention Research, 2014.
- ² RCAS, 2016; Sanchez-Way et Johnson, 2000; Calliou et Wesley-Esquimaux, 2014.
- ³ Selon le National Implementation Research Network, le processus de mise en œuvre est divisé en quatre étapes : l'exploration (qui inclut l'évaluation communautaire), l'installation, la mise en œuvre initiale et la mise en œuvre complète. Pour plus de détails, consulter Fixsen et al., 2005.
- ⁴ Consulter le site Web du National Implementation Research Network à l'adresse <http://nirn.fpg.unc.edu/>. Pour plus de détails, consulter également Saldana, Chamberlain, Wang et Brown, 2011; Slavin, Madden, Chamberlain et Cheung, 2010.
- ⁵ Tri-Ethnic Center for Prevention Research, 2014, p. 4.
- ⁶ Community Tool Box, 2016. Pour plus de détails sur l'état de préparation communautaire et le développement de la collectivité, consulter le <http://ctb.ku.edu/en/table-of-contents/overview/models-for-community-health-and-development/community-readiness/main>.
- ⁷ Community Tool Box, 2016.
- ⁸ Feathers, s.d.; Tri-Ethnic Center for Prevention Research, 2014.
- ⁹ Certains programmes qui évaluent l'état de préparation communautaire en cotent également les dimensions. Ils se servent des neuf mêmes étapes pour déterminer le degré de leadership, le réseautage, les méthodes de prévention existantes et la capacité (entre autres) au sein de leur collectivité, de même que le niveau général de préparation. Ces programmes ne sont pas limités à une seule dimension. Voir l'annexe B pour les dimensions abordées dans différents outils.
- ¹⁰ Des membres clés de la collectivité sont investis dans le processus d'évaluation de l'état de préparation communautaire ou y participent.
- ¹¹ Community Tool Box, 2016.
- ¹² Community Tool Box, 2016.
- ¹³ Community Tool Box, 2016.
- ¹⁴ Community Tool Box, 2016.
- ¹⁵ Advocates for Youth, 2008; Hastings et Jamieson, 2002.
- ¹⁶ Hastings et Jamieson, 2002.
- ¹⁷ Département de la Santé de la Floride, s.d.
- ¹⁸ Jamieson, 2008.
- ¹⁹ Les « relations de collaboration » sont caractérisées par un engagement envers des objectifs mutuels; une structure et une responsabilité conjointes; un pouvoir et une responsabilité envers la réussite partagés; et le partage de ressources et de récompenses.
- ²⁰ La « capacité communautaire », définie comme la capacité collective d'une collectivité d'entreprendre des mesures collectives (Green, 2010; Jamieson, 2008; Hastings et Jamieson, 2002), comporte plusieurs aspects, notamment :
- le capital économique, c.-à-d. les ressources financières obtenues de sources externes;
 - le capital physique, c.-à-d. l'infrastructure et l'équipement de la collectivité, comme le logement, les routes et les services publics;
 - le capital humain, c.-à-d. les compétences, les connaissances, les attitudes et la compréhension des gens dans la collectivité;
 - le capital social, c.-à-d. l'étendue et la profondeur des relations sociales dans la collectivité;
 - le capital spirituel/culturel, c.-à-d. les valeurs, les symboles, les traditions et la langue de la collectivité;
 - le capital politique, c.-à-d. les formes de gouvernance et les systèmes inclusifs de prise de décisions;
 - le capital environnemental, c.-à-d. les ressources naturelles de la collectivité.
- ²¹ Green, 2010; Jamieson, 2008.
- ²² Watson-Thompson et al., 2008.
- ²³ Département de la Santé de la Floride, s.d; Hastings et Jamieson, 2002.
- ²⁴ Transforming Communities, 1999; Département de la Santé de la Floride, s.d.
- ²⁵ Sécurité publique Canada, 2009.
- ²⁶ Sécurité publique Canada, 2016. Pour plus de détails sur l'Initiative en matière de planification de la sécurité des collectivités autochtones, consulter le <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/cntrng-crm/crrctns/cmmnt-sft-cntrbtn-prgrm-fr.aspx>.
- ²⁷ Sécurité publique Canada, 2014.
- ²⁸ Sécurité publique Canada, 2014.
- ²⁹ Sécurité publique Canada, 2014; Condition féminine Canada, 2016.
- ³⁰ Sécurité publique Canada, 2014.

³¹ Il y a des preuves de la capacité de la mobilisation et de l'évaluation de l'état de préparation communautaires à aider les collectivités autochtones aux États-Unis, puisque certains outils ont déjà été utilisés dans de petites collectivités de l'Alaska pour gérer des problèmes sociaux urgents, comme l'alcoolisme et le suicide.

³² L'adaptation du *Community Readiness Model* du Tri-Ethnic Center, faite par le Réseau canadien autochtone du sida, a permis d'aider les collectivités autochtones à gérer les enjeux liés au VIH et au sida, par l'évaluation de l'état de préparation communautaire et la mise en œuvre de pratiques de réduction des risques (RCAS, 2016).

³³ Feathers, s.d.

³⁴ Points à considérer au moment d'élaborer des stratégies pour atteindre des niveaux de préparation supérieurs :

- Déterminer qui est ciblé afin que le message soit formulé en conséquence et communiqué au bon public.
- Le message devrait refléter les objectifs énoncés dans la stratégie et laisser une impression durable sur le public cible. Les appels émotionnels ou moraux et les récits personnels sont des mesures efficaces pour capter l'attention du public cible.
- Les représentants choisis de la collectivité devraient influencer le public et servir de modèle important.
- Les réseaux sociaux devraient être recensés conformément à des objectifs particuliers et pourraient être organisés en fonction des secteurs (p. ex. la santé), des intérêts (p. ex. des groupes de loisirs), de l'âge (p. ex. les aînés) ou de l'ethnie (Tri-Ethnic Center for Prevention Research, 2014).

³⁵ SAMHSA's Center for the Application of Prevention Technologies, 2016.